

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIAL (La Selle en Luitré)

ZI de l'Aumaillerie
35133 La Selle-En-Luitré

Code AIOT : 0005503398 / Référence: UD35/2025-271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement AGRIAL (La Selle en Luitré) implanté ZI de l'Aumaillerie LE HAUT LOISIL 35133 La Selle-en-Luitré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée de manière réactive suite au sinistre survenu en fin de journée du 12 juin : Vers 17h30 de la fumée épaisse s'échappe de la cheminée d'un refroidisseur, la détection a coupé la ventilation de ce dernier pour éviter d'attiser le départ de sinistre.

La fumée s'est répandue dans toute l'installation empêchant les opérateurs de voir le synoptique en salle de contrôle.

L'alarme a retenti dans toute l'usine permettant son évacuation.

L'extinction automatique ne s'étant pas déclenchée une tentative manuelle a été opérée, l'extinction s'est déclenché de manière concomitante mais n'a que retardé le développement du sinistre compte tenu de son ampleur.

L'intervention des services de secours extérieurs a été nécessaire pour éteindre l'incendie.

La chaleur générée par ce dernier a fait fondre les gaines des câbles et une armoire électrique arrêtant le site pour plusieurs jours en début de campagne de fabrication.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIAL (La Selle en Luitré)
- ZI de l'Aumaillerie LE HAUT LOISIL 35133 La Selle-en-Luitré
- Code AIOT : 0005503398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans l'activité de fabrication d'aliments pour animaux.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 2 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 7.2.5 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 3 | Rétention des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 7.4.1 | Demande d'action corrective | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 1 | Accidents | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le sinistre a pu être maîtrisé et n'a eu qu'un impact environnemental limité. Cependant plusieurs points sont à revoir afin d'assurer une meilleure efficacité dans ce type de circonstances.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accidents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rapports d'incident ou d'accident |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien prévenu le service d'inspection, il a envoyé un mail en ce sens directement à l'un des inspecteurs de l'UD35 le jour même du sinistre.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifiera l'adresse mail prévue dans son schéma d'alerte pour le service d'inspection par celle générique de l'UD :</p> <p>ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 7.2.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;• d'une ressource en eau constituée :<ul style="list-style-type: none">• d'une réserve minimale existante n° 025 de 240 m3 située à moins de 200 m des risques à défendre. La réserve d'eau est aménagée conformément aux fiches techniques élaborées par le SDIS 35, est utilisable en permanence et placée à moins de 100 m des risques à défendre en utilisant les voies praticables ;• de deux poteaux incendie existants n° 020 et 021 de 100 mm conformes aux normes NF S 61213 et NF S 62200, piqués directement sans passage par by-pass sur des canalisations, assurant un débit minimum unitaire de 60 m3/h sous 1 bar de pression dynamique, un débit simultané de 120 m3/h sous 1 bar de pression dynamique et placés à moins de 100 m des risques à défendre en utilisant les voies praticables ;• d'une ou plusieurs colonnes sèches dédiées ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. |
| Constats : Les moyens de lute contre l'incendie sont présents sur site à l'exception des plans à destination des services de secours extérieurs et leur facilitant l'intervention notamment par la description des dangers pour chaque local. Le site est équipé d'une extinction automatique depuis le précédent sinistre en 2023. Toutefois cette extinction automatique a démarré tardivement puisqu'un démarrage manuel a été tenté par du personnel travaillant dans le bâtiment voisin et ayant constaté l'émission d'une épaisse fumée noire depuis la fenêtre de leur bureau et que la mise en œuvre s'est avérée insuffisante compte tenu de l'ampleur déjà développée. Cette extinction n'est pas, à ce jour, une contrainte réglementaire pour le site. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant rédigera une procédure de gestion de crise qui inclura l'accueil des services de secours extérieurs en communiquant le plan prévu par l'article 7.2.5 de l'arrêté ministériel du 6 mars 2015 sous un mois. L'exploitant est invité à s'assurer de la pertinence du réglage du dispositif d'extinction afin que celui-ci puisse juguler un départ de sinistre avant que son ampleur ne le rende inefficace. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 3 : Rétention des eaux d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 7.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie est satisfait sur le site par les volumes bas du silo (cuvelage de la fosse des élévateurs) supérieurs à 400 m3 ainsi que par la possibilité d'acheminer ces eaux d'extinction vers le bassin de décantation - lagunage de 1300 m3 pourvu d'une vanne d'isolement. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. |
| Constats : Les eaux incendies ont été collectées au niveau des fosses des machines situées au niveau inférieur. Le volume d'eau utilisé n'a pas dépassé celui des fosses. Lors de l'inspection les eaux avaient déjà été collectées pour élimination en déchet. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'étude de danger du site prévoit une collecte des eaux incendie dans le bassin extérieur équipé d'une vanne d'isolement. L'exploitant transmettra, avec l'analyse des causes ayant conduit au sinistre, les raisons pour lesquelles ce bassin n'a pas recueilli les eaux d'extinction et réalisera les actions correctives nécessaires. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |